

## Meilleurs vœux de luttes

Une nouvelle année commence mais les problèmes sociaux lourds demeurent. Le Medef qui reçoit une oreille plutôt attentive du gouvernement n'a pas trop à se plaindre de la politique conduite jusqu'alors. Les milliards tombent dru dans son escarcelle.

Le monde de la finance s'engouffre dans chaque renoncement des promesses électorales d'hier.

Le SMIC n'a pas eu les faveurs du gouvernement ; il est resté dans les normes d'augmentation de l'ancien pouvoir et cela n'augure rien de bon pour les pensions. L'action pour le pouvoir d'achat est donc toujours la priorité. L'UCR CGT lance une grande campagne nationale sur cette question revendicative et met à disposition un tract à 1 million d'exemplaires, des affiches, une vidéo sur internet. L'UFR FAPT CGT qui a lancé le cahier revendicatif des retraités développera toute son activité en ce sens. Elle propose aussi la perspective d'une journée nationale dans la semaine du 25 au 29 mars 2013.

Alors, s'il faut formuler des vœux, la priorité va à ceux de la lutte. Lutte tenace pour d'autres alternatives, pour des choix sociaux découlant d'une autre répartition des richesses.

Répondons présents à tous les rendez-vous d'action, renforçons beaucoup plus la CGT. Ainsi, nous imposerons nos revendications à la négociation.

**Voie nouvelle  
m'informe  
donc je m'abonne  
6 numéros par an  
au prix de 14,60€**

## SMIC : grande petite augmentation

Le gouvernement a décidé la main plus leste au portefeuille quand il s'agit des patrons.

Assumant l'héritage là aussi, c'est une hausse caricaturale qu'il a décidé pour le 1<sup>er</sup> janvier : + 0.3 %, 3 centimes de l'heure ! A côté des milliards d'euros distribués au MEDEF sans aucune contrepartie, cette « hausse » ressemble à de la roupie de sansonnet et n'est pas de nature à dynamiser la consommation donc la production et l'emploi. Le gouvernement vient de jouer là contre son camp !

## Soins à crédit, dérive du capitalisme

Dès le 2 janvier le Crédit Municipal de Paris prêtera jusqu'à 3.000 euros au taux de 2,95%. Les mensualités pourront s'étaler sur une période de six mois à trois ans. C'est une nouvelle forme de spéculation financière scandaleuse, une sorte de crédit revol(ver)ving sur la santé. Des mutuelles et des banques se positionnent déjà sur le créneau avec un crédit sur dossier. Etre obligé d'emprunter pour se soigner, c'est bien une preuve de la dérive de notre système de santé.

## ARCCO AGIRC

La dégradation de la situation financière des régimes Arrco et Agirc qui versent des allocations à 11 millions de retraités s'accélère et le MEDEF menace de s'en prendre aux droits en matière de retraites complémentaires en reculant l'âge minimal et l'âge légal sans décote à 64 et 69 ans ! Au chapitre des recettes, seule une augmentation dérisoire de 0,1 % des cotisations est proposée. La CGT fait des propositions alternatives : progression de la cotisation contractuelle +1.65 point AGIRC, +1.06 ARCCO, double modulation du taux des cotisations et élargissement de l'assiette à l'épargne salariale

## Rapport du COR

11<sup>ème</sup> édition du rapport du conseil d'orientation des retraites. Un point de PIB serait nécessaire pour financer en 2020. La réforme de 2010 n'a donc rien réglé. Pour pérenniser les retraites, il faut dans un même mouvement doper le pouvoir d'achat, développer l'emploi mais aussi affecter des ressources nouvelles au financement des retraites par la modulation des cotisations dites « patronales », la mise à contribution des revenus financiers des entreprises et la soumission à cotisations de l'épargne salariale et des primes. La CGT préconise aussi le retour à la retraite à 60 ans pour tous. Bref, de la perspective de luttes à n'en pas douter !

## MAP

Modernisation de l'Action Publique selon le gouvernement. Seulement voilà, à tailler dans le vif de l'emploi public, à se fondre à corps perdu dans l'austérité budgétaire, à placer les services publics dans le collimateur des directives européennes, il y a plus à craindre que cela ressemble trop à la RGPP Sarkozyste, souvent dénommée régression généralisée des politiques publiques. Or, le secteur public a besoin d'être redynamisé par l'emploi et les salaires et par le développement de ses activités, voire par leur réappropriation.

## Elections TPE (très petites entreprises)

Ses résultats placent largement en tête la CGT avec 29.59 %, laissant la CFDT et FO 10 et 14 points derrière. Comme pour les scrutins prud'homaux, ni le gouvernement ni le patronat n'ont facilité la participation pour un scrutin qui concernait plus de 4 millions de salariés. Le poids CGT que se sont donné les travailleurs est un atout pour conquérir des droits nouveaux et un tremplin pour les mobilisations.

## CAC 40

C'est Noël toute l'année pour leurs dirigeants. La crise, connaît pas ! Sauf pour s'en servir pour se regorger les profits. La rémunération des patrons du CAC 40 a encore progressé en 2011 pour atteindre en moyenne 4.2 millions d'euros contre 4 en 2010. 14 d'entre-eux ont crevé un plafond de 240 SMIC, soit actuellement 4.6 millions d'euros. Pour la première fois le salaire moyen fixe des dirigeants du CAC 40 a franchi le cap du million d'euros, plus de 900 fois la pension moyenne mensuelle d'un préposé ! Le Président élu devrait s'adresser au candidat Hollande pour lui rappeler qu'il lui reste le boulot à faire pour s'attaquer à la finance !

## Syndicalisation : tout près du top 100%

Avec 11 964 FNI réglés, l'UFR est à -38 FNI du total 2011. Nul doute que le mois qui s'écoule va permettre d'atteindre ce premier objectif des 100%. Et avec plus d'adhésions, nous allons faire de 2013 une année exceptionnelle pour nous renforcer. Que chaque syndiqué y contribue en proposant l'adhésion ou la ré adhésion à un ou une de ses connaissances.

## ASC

Depuis la mise en place des CE, la CGT a multiplié les interventions pour que les retraités puissent accéder aux ASC, compte tenu de leur participation au développement de FT et a défendu l'idée d'une mutualisation du budget retraités au niveau des territoires. Au 1er Janvier 2013, si une ligne budgétaire reste affectée aux retraités (5% du budget total), il est désormais centralisé au niveau du CCEUS, comme la gestion des ASC pour les retraités. Des retraités qui exigent pour le social un budget à hauteur de 1 % du chiffre d'affaires de l'entreprise

## Pauvreté du peuple et pauvreté des propositions gouvernementales !

Le Premier ministre a présenté le 11 décembre les grands axes du plan contre la pauvreté : « revalorisation du RSA et socle de la CMU complémentaire, création d'un contrat d'insertion pour les jeunes sans qualification et accès élargi aux droits des plus démunis » ces mesures restrictives passent largement à côté de l'urgence de la situation quand l'Insee prévoit un recul du pouvoir d'achat des ménages de 0,5 % en 2012. Pour la CGT c'est l'accès et le droit au travail de qualité qui prévalent et de vrais services publics. Tous les leviers doivent être actionnés pour y parvenir

## Les vœux oubliés

Si Bernard Thibault a affirmé dans ses vœux pour 2013 que le changement attendu après l'élection de François Hollande "ne se concrétise pas suffisamment et pas suffisamment vite" et a appelé les salariés à rester "mobilisés" c'est parce qu'il y a beaucoup d'oublis dans le discours du Président qui ne parle pas des réformes politiques nécessaires pour la lutte contre le chômage ni de réorientation européenne, pas plus que d'amnistie pour les syndicalistes ou l'arrêt des expulsions. Pouvons-nous espérer en plus qu'il allait affirmer sa solidarité avec les travailleurs en lutte ou les conditions de vie des retraités ?

## Quand la droite se rebiffe

Avec la décision du Conseil constitutionnel, contre l'instauration de la contribution exceptionnelle de 75 % sur les revenus dépassant 1 million d'euros, la droite tient l'épilogue de son combat acharné dans l'Hémicycle. À l'Assemblée nationale, si les échanges ont souvent revêtu un aspect juridique pointu, les motivations idéologiques et de classe, hardiment maniés par une droite revancharde, ont refait surface et le MEDEF pousse à l'offensive pour imposer ses pactes de compétitivité.

## International...

### **Solidarité avec la population palestinienne.**

La CGT et l'Avenir Social, son association de solidarité, en lien avec les syndicats palestiniens, lancent un appel, financier à la solidarité envers les populations civiles durement éprouvées par cinq années de blocus en Palestine. (L'Avenir social "Solidarité Palestine" - 263, Rue de Paris - Case 419 - 93154 Montreuil Cedex)

La Cgt a fermement condamné la reprise des hostilités, les raids israéliens, et les tirs de roquettes du Hamas dans la bande de Gaza, au moment où la Palestine obtenait le statut de membre observateur à l'Assemblée générale de l'ONU.

## SYRIE

Au moins 40 000 morts, plus de 400 000 réfugiés... La CGT et les organisations syndicales française CFT FSU et Solidaires appellent la communauté internationale à « redoubler d'efforts afin que cesse cette barbarie ». Elles demandent la mise en œuvre de plans humanitaires, afin d'aider les populations, sans intervention militaire étrangère.

## Tunisie : L'UGTT attaquée.

Alors qu'elle commémorait le 60<sup>ème</sup> anniversaire de l'assassinat de son fondateur, la confédération syndicale tunisienne, a été attaquée par des miliciens du parti au pouvoir Ennahdha, causant blessures et dégâts aux militants et aux locaux. C'est la réponse du pouvoir au soutien de l'UGTT aux populations qui luttent pour leur survie.

Je m'informe aussi sur :  
Le site internet de l'UCR :  
[www.ucr.cgt.fr](http://www.ucr.cgt.fr)  
Le site internet de l'UFR :  
[www.cgt-fapt.fr](http://www.cgt-fapt.fr)

